

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 3 MAI 1979 - N° 907

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Selon l'Académie
des Sciences américaine

Les centrales nucléaires feront 2 000 morts aux USA d'ici la fin du siècle

Selon une étude de l'Académie des Sciences américaine, les centrales nucléaires provoqueront la mort par cancer de 2 000 Américains d'ici la fin du siècle.

Mineurs travaillant dans les gisements d'uranium, populations proches des centrales et bien sûr ouvriers de ces mêmes centrales seront particulièrement touchés. Encore cette étude ne consiste-t-elle que dans la projection des capacités actuelles de l'industrie nucléaire : une forte augmentation du nombre des centrales, ou le renouvellement d'accidents du type Harrisburg ne sont pas pris en compte.

A ces prévisions, il faut en ajouter une autre, de la même Académie des Sciences : d'ici l'an 2 000, 220 000 Américains mourront de cancers dus à la radio-activité diffuse, naturelle ou artificielle, civile ou militaire, notamment les retombées des expériences nucléaires...

«L'URSS mène une politique impérialiste»

Suite de l'interview
de Jean Kehayan

Lire en page 4

Enseignement technique : vers la reprise en main par le patronat

Lire en page 2

SADATE NIE LES DROITS DE L'O.L.P SUR LA PATRIE PALESTINIENNE

Dans un discours qu'il a prononcé mardi 1^{er} mai, Sadate a franchi un nouveau pas dans ses attaques contre l'OLP, représentant légitimement les droits du peuple palestinien.

Une semaine après l'entrée en vigueur du traité de «paix» qui lie l'Egypte à Israël, Sadate a dénié à l'OLP «le droit de décider au nom de ces territoires», en parlant de la Cisjordanie et de Gaza. Et il a, sans vergogne, précisé : «Je n'ai aucun droit pour discuter du Golan qui appartient à la Syrie, mais pour la Cisjordanie et Gaza qui n'appartiennent à personne, c'est à moi qu'il revient d'en parler»(!)

Ainsi Sadate vient de découvrir, en Palestine occupée, des territoires «qui n'appartiennent à personne». C'est avec ce genre d'arguments qu'Israël s'est installé en Palestine en chassant le peuple palestinien de sa

patrie. En niant les droits de l'OLP à décider de sa lutte pour libérer la Palestine de l'occupation sioniste, ce sont les droits fondamentaux du peuple palestinien qu'il traite pour nuls, inexistants.

S'arrogeant le droit de parler de la Cisjordanie et de Gaza, contre l'OLP, Sadate a franchi un nouveau pas dans les concessions déjà faites à Israël. Et dans le même discours il s'en est pris violemment aux pays arabes de la région, qualifiant la Syrie de «régime fondé sur les insultes et sur la haine», l'Irak de «régime sanguinaire», la Libye de régime où «sévit un fou», accusant enfin l'Arabie Saoudite «d'avoir payé les autres pays pour qu'ils rompent avec l'Egypte». La violence de ces propos ne peuvent que confirmer la voie qu'a choisie Sadate : conciliation avec Israël, au prix du mépris des droits fondamentaux du peuple palestinien et de la rupture avec les pays arabes de la région.

LE 1^{er} MAI EN FRANCE : BIEN TRISTE, DANS L'ENSEMBLE



- Dans plusieurs villes, un cortège combatif de travailleurs immigrés
- Longwy : manifestation contre le commissariat

Lire en pages 3 et 8

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Enfonçons quelques portes ouvertes : avec la crise, le patronat a besoin de modifier son système d'éducation. Au redéploiement économique correspond le redéploiement de la politique d'éducation. A la politique des créneaux d'activité économique à conserver en France, correspond le souci de maîtriser certains secteurs de formation et d'en abandonner d'autres. A la recherche du profit maximum correspond une politique de formation étroite, rapide.

par D. VINCENT



VERS LA REPRISE EN MAIN PAR LE PATRONAT

Par rapport à la politique antérieure : accélération ou changement ?

Il s'agit d'une accélération. On sait que la grande industrie a besoin de plus en plus d'OS, que le travail se parcellise d'une part tandis que de l'autre le développement technique fait naître de nouvelles qualifications. Le patronat aspire à avoir un système d'enseignement souple, lui fournissant une main d'œuvre étroitement adaptée (les apprentis, le projet alternance école-usine). C'est ainsi que la multiplication de travaux répétitifs, déqualifiés et sous-payés, conduit le gouvernement à sortir du système scolaire une masse toujours plus grande de jeunes sous formation : 25 % dans le VI^e

plan, 43 % dans le VII^e plan, 60 % dans le VIII^e plan.

Le tout se passe dans le contexte du budget d'austérité (le budget 1979 réduit de 16,1 % les crédits d'équipement pour tout le second degré). Un rapport de l'OCDE prévoit explicitement de « limiter la durée de l'éducation des jeunes afin de dégager des ressources pour l'éducation à d'autres âges de la vie... » et dans les LEP se multiplient aujourd'hui les stages de formation continue. Il s'agit bien d'une accélération de la politique des monopoles en matière d'éducation. Plus que jamais l'école est en crise permanente.

200 000, vous voyez ce qu'il nous reste à faire».

Il faut dire que l'apprentissage bénéficie :

- du poids de la préoccupation du chômage (l'apprenti peut croire que cela donne plus de chances d'avoir un emploi) ;
- des retards et échecs du système scolaire ;
- de la cherté des études en LEP ;

— de la part croissante de la taxe d'apprentissage qui va vers lui (dans l'Isère par exemple LT et LEP reçoivent une moyenne de 100 à 500 francs par élève contre 900 à 1 000 francs pour les CFA).

L'apprenti, main d'œuvre quasi gratuite pour le patron, travaille à la production et ne touche qu'une indemnité dérisoire.

Sur le terrain

Pour l'instant, les choses se font morcelées par morceaux. On assiste à un grignotage lent et par à-coups. Les nouvelles filtres mal (seuls passent dans les commissions de carte scolaire, où siègent les syndicats, les postes supprimés quand ceux-ci sont occupés par des titulaires) mais on apprend : que 120 postes vont être supprimés sur l'Académie de Créteil, 59 dans celle de Nancy-Metz, 33 à Lille, 19 à Nantes... etc. Parallèlement, une circulaire sur les horaires fait des maxima de service, des minima d'enseignement, une autre annonce le recrutement d'enseignants contractuels, ici et là on regroupe des sections à faible effectif, on marginalise des disciplines comme le dessin, la vie familiale et sociale, etc.

Quant aux syndicats, leur attitude n'est pas très offensive. Le SNETAA, syndicat de la FEN, après la trahison de celle-ci dans les accords FEN/Beullac, sorte de FO de l'enseignement technique, fait le mort. Le SNETP-CGT, seul syndicat enseignant CGT, a une position particulière : dirigé par le PCF à tous les niveaux, il est rejeté par ses « camarades » de parti de la tendance « Unité-Action » au sein de la FEN qui aimeraient bien le voir disparaître. Faisant jeu égal avec le SNETAA en nombre d'adhérents, ses modes d'action restent pour l'essentiel les modes d'action routiniers (délégations, journées de 24 heures). L'opposition interne révélée au dernier congrès ne pèse pas suffisamment dans les structures. Quant au CGEN-CFDT, en développement, il reste néanmoins minoraire.

Pourtant, chez les enseignants, le personnel et les élèves, inquiétude et combativité grandissent. Des actions coup de poing ont lieu à l'initiative des élèves, du SGEN-CFDT ou de certains secteurs du SNETP. C'est dans le regroupement de ces forces, dans leur coordination pour tracer la voie de la riposte sur le terrain tout en pesant dans les structures syndicales que réside l'espoir. L'enseignement technique va devenir, à coup sûr, une zone d'instabilité sociale.

Deauville, décembre 1978 le patronat abat les cartes

Le 1^{er} décembre, le patronat tient à Deauville un colloque « Pour un système de formation alternée incluant l'apprentissage ». Il en sort un document qui « suggère un modèle de formation radicalement différent du modèle scolaire traditionnel en ce qu'il pose comme élément premier de la formation le travail professionnel lui-même... et l'entreprise comme lieu essentiel de formation ». « Les entreprises... doivent retrouver une voix prépondérante au sein des instances de l'Education ». C'est clair : le patronat veut récupérer la formation professionnelle.

Le CNPF propose la création d'Instituts Techniques professionnels (ITP) « sous contrôle d'une entreprise, d'un syndicat professionnel ou interprofessionnel » qui « peuvent être habilités à délivrer les diplômes » et « définissent les programmes et les progressions ». Le document ajoute : « Il est en effet essentiel que les professionnels déterminent eux-mêmes les qualifications », et, « de la même manière, les jurys d'examen... devront être composés en majorité de professionnels ». Donc les patrons détermineraient ce qu'ils veulent faire apprendre et donneraient les diplômes. Deux conséquences : adaptation étroite à un poste de travail et remise en cause des classifications professionnelles actuelles (basées sur les diplômes nationaux CAP, BT, BTS).

Et les enseignants ? Ils seraient sous contrats !

Projet de loi et accords FEN/Beullac

Au niveau gouvernemental on s'active nerveusement dans le sens patronal. Le 22 février 1979, monsieur Legendre (secrétaire d'Etat chargé de la Formation professionnelle) remet aux membres de la délégation permanente à la formation professionnelle une note qui doit inspirer un texte de projet de loi sur « une formation alternée usine/école ». Cette note déclare entre autres : « Il doit être clair que l'alternance ne saurait se résumer à la réalisation de quelques stages par an en entreprises » et que l'enseignement pourra être dispensé « par des établissements relevant du ministère de l'Education », mais aussi « des établissements privés, des organisations professionnelles ».

Plus grave encore : l'accord

entre la fédération de l'Education Nationale (FEN) et Beullac signé début février 1979. Cet accord comporte ce paragraphe essentiel : « Il sera mis en place... un système éducatif qui permette les contacts avec les entreprises... Dans ces conditions la séquence éducative passée dans l'entreprise sera considérée comme un élément du processus de formation... Progressivement ce système sera appliqué à l'ensemble des formations dispensées par les établissements d'enseignement technique ».

C'est très clair : l'alternance école/usine souhaitée par le patronat est acceptée par la FEN ! C'est, à terme, la disparition des lycéens d'enseignement professionnel ou plutôt leur intégration dans le dispositif patronal.



Belfort : Tous les lycées et LEP contre les suppressions de classes dues à l'installation prochaine d'un CFA (apprentissage)

Le développement de l'apprentissage

De 1967 à 1974 le nombre d'élèves en LEP passe de 431 000 à 536 000, et le nombre d'apprentis de 258 000 à 155 000. A partir de 1975, le nombre d'apprentis remonte pour atteindre 220 000 aujourd'hui. Les effectifs des classes préparatoires à l'apprentissage (CPA) passent de 6 000 en 1973 à 62 000 en 1978. Dans le même temps, ceux des classes pré-

professionnelles de niveau passent de 34 000 à 111 000 (ces classes débouchent massivement sur les CPA). Ce sont ces classes (CPA et CPPN) situées dans les collèges d'enseignement secondaire qui sont les pourvoyeurs des centres de formation d'apprentis.

Comme le disait Boulin à la radio en février : « La RFA a 800 000 apprentis, nous

TRISTE 1^{er} MAI

D'une façon générale, comme en témoignent nos correspondants à Fos, Grenoble, Strasbourg..., les manifestations du 1^{er} mai ont rassemblé peu de monde cette année. Quoi d'étonnant, même si à cette occasion, les confédérations syndicales CGT et CFDT avaient décidé de mettre au second plan les divergences... Ce qui manquait le plus, visiblement, c'étaient des perspectives. Après l'impression plus que mitigée laissée par le 23 mars, y compris dans les

rangs CGT, beaucoup se sont dit : « *A quoi bon ?* ». Des manifestations souvent très peu unitaires en fait, où le mot d'ordre « *Union, action avec la CGT !* » a été lourdement scandé. Dans plusieurs villes, par contre, les travailleurs immigrés, nombreux et combatifs ont constitué un pôle offensif (Paris, Lyon), de même que les cortèges étrangers.

● Paris



Triste manifestation que celle qui, mardi vers 15 heures, est partie de la place de la Nation, balayée par la pluie et le vent, jusqu'à la République. Triste, elle l'était par bien des aspects : peu de monde, peu de cortèges combatifs, l'impression globale qu'on était là un peu par habitude. Et partout, sur la place de la Nation, devant le cortège et dans toutes les rues, des centaines de CRS...

15 heures. On ne peut pas dire que la foule se presse à la Nation. Les gens vont et viennent, commentent la faible participation. A plusieurs reprises, des bataillons de CRS, en rangs serrés, traversent la place d'un pas rapide. L'intimidation est au programme, dès le début. La manifestation s'ébranle, rue Voltaire, derrière plusieurs rangs de service d'ordre. Séguy, Maire sont là. Tout le début de la manifestation est composé de très nombreux gars de la presse parisienne, qui ne sont pas là sous les banderoles de leurs journaux, mais pour faire masse, si l'on peut dire. A plusieurs reprises, les CRS bloquent l'avancée de la manifestation qui vient pourtant juste de démarrer. A chaque fois, après quelques négociations, ils avancent un peu.

Manifestation unitaire... sans doute, mais où la CFDT apparaît très peu. Guerre de cortèges d'entreprises. Renault Billancourt se signale par l'abondance de ses drapeaux multicolores, ses mots d'ordre sur les libertés. Mais surtout, dans le cortège syndical, c'est le désormais traditionnel « *Union, action, avec la CGT* », sans doute peu de mise dans une manifestation unitaire et qui n'offre guère de perspectives, qui revient le plus souvent à la sono, avec en alternance « *Bonnet démission* ».

Pourquoi si peu d'enthousiasme ? Dès avant la manifestation, bien des syndicalistes avaient exprimé leur intention de ne pas participer à ce 1^{er} mai. Il faut dire par exemple que le tract CGT-lle

de France, centré sur les affrontements du 23 mars, agrémenté de deux photos recto-verso illustrant la question, n'était guère mobilisateur. Mais aussi, beaucoup se demandaient à quoi bon repartir sur ce petit parcours Nation-République, après l'impression plus que mitigée laissée par la journée du 23. Quelles perspectives étaient offertes par les syndicats pour ce 1^{er} mai ? Aux PTT par exemple, dans la GGT, y compris parmi les membres du PCF, la participation était plutôt faible. On est loin du temps où les espoirs d'un changement de gouvernement arrivaient à mobiliser pour ce genre d'initiatives. Mais que ce soit du côté des partis de gauche ou des directions syndicales, aujourd'hui, c'est le vide. Combien de travailleurs dégoûtés ont préféré rester chez eux... Et ce mardi, on a pu voir plus d'une fois des copains se rencontrer, et hochant la tête d'un air sceptique, lâcher « *il n'y a pas grand monde* »...

Dans toute cette grisaille, quelques points plus vivants, plus combatifs, suscitant un soutien des gens massés sur les trottoirs : les nombreux cortèges étrangers, d'Afrique du Nord, de Turquie, d'Amérique latine, contre le fascisme, l'emprisonnement de syndicalistes comme en Tunisie, les tortures en Argentine, un cortège commun de Grecs et de Turcs. Cortèges riches de drapeaux basques, catalans, chiliens, palestiniens, sahraouis, de mots d'ordre lancés dans la langue du pays et en français. Autre cortège offensif, ce-

lui des travailleurs immigrés, des résidents des foyers Sonacotra, qui affrontent aujourd'hui plus que jamais la répression gouvernementale, la justice expéditive, l'intervention des flics dans les foyers, une législation de plus en plus raciste... Tout cela, ils l'ont dénoncé à pleins poumons, avec force. Le cortège femmes arborait ses banderoles multicolores. On y chantait, on y dansait. Mais il y avait moins de monde que l'an dernier, et peu de nouveauté malgré quelques mots d'ordre sur le chômage, l'intérim, le travail à mi-temps. Particulièrement applaudis, quelques soldats masqués, sérieusement protégés contre toute tentative policière, ont défilé avec les manifestants : « *Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur* », scandait-on à leur passage sur les trottoirs. A noter aussi les cortèges lycéens affirmant le soutien des jeunes à leurs camarades emprisonnés arbitrairement après la manifestation du 23...

Malgré ces quelques points plus offensifs, l'impression qui domine, et qui restera dans le souvenir de ceux qui ont participé à cette manifestation, c'est la grisaille, l'impression d'un coup pour rien.

Monique CHÉLAN

● Après la dispersion des cortèges syndicaux, vers 18 h 30, les policiers ont agressé le cortège de la LCR, place de la République, après quelques provocations venant de gens se réclamant de l'autonomie. Il y a eu quelques blessés. La police n'hésitera pas à lancer des grenades sur les passants et dans les bouches de métro, au point que le trafic sera interrompu.

● Strasbourg

Ce sont environ 2 500 personnes qui se sont donné rendez-vous à 10 heures du matin à la place Kléber pour manifester ce 1^{er} mai. Comme c'est maintenant l'habitude, il y avait en fait deux cortèges, l'un regroupant les représentants syndicaux et partis de gauche, cortège ternes et morne ne scandant pratiquement aucun mot d'ordre, à l'exception de la JOC, et l'autre cortège représentant environ un tiers de la manifestation où la combativité était évidente. Dans ce cortège, on distinguait un groupe de 200 manifestants de l'Amicale des travailleurs turcs en Europe, des militants de

l'organisation iranienne des guérilleros Fedayin du peuple, divers mouvements de masse et l'extrême gauche.

Le cortège s'est arrêté devant la résidence du préfet. Là des dirigeants syndicaux prononçaient dans l'indifférence quasi générale leur traditionnel discours. On n'y trouvait aucune perspective de lutte si ce n'est un rendez-vous pour le 15 mai à l'occasion de la visite de Giscard en Alsace, date à laquelle une grève générale est prévue ici. Un des dirigeants de l'UD CGT, Bauer, ne manqua pas de dénoncer de prétendus « provocateurs

autonomes », ceci au moment même où le service d'ordre de la CGT frappait un travailleur turc en train de vendre un journal aux abords du cortège qui regroupait des travailleurs turcs syndiqués à la CGT.

Au début de la manifestation un camarade de la section de Strasbourg du PCR ml prononça une intervention montrant la nécessité et la possibilité de développer des luttes efficaces et dénonçant les dangers de guerre que font courir au monde la rivalité des deux superpuissances.

Correspondant STRASBOURG

● Vesoul

La CGT, la CFDT et la FEN appelaient à 9 h 30 mardi à une manifestation devant le centre social de Montmarin, quartier populaire de Vesoul. L'intervention faite au nom des trois organisations retraçait l'origine du 1^{er} mai, montrait que les luttes des travailleurs avaient payé et que le 1^{er} mai n'était pas que la fête du muguet. L'intervention se terminait par un rappel des coups actuellement portés aux travailleurs, sans pour cela que les directions syndicales ne fassent de propositions. 150 à 200 manifestants se dirigeaient ensuite

vers le centre ville. Bien que molle et éteinte au début, dans le centre, la manifestation reprenait massivement les trois mots d'ordre « *Cho, cho chômage ras le bol ; union action de tous les travailleurs ; non au chômage et oui aux 35 heures* ». La CGT largement majoritaire couvrit largement les mots d'ordre qu'elle n'avait pas prévus, notamment le soutien aux sidérurgistes. Devant la mairie de l'UDF Chantelat, la manifestation se dispersait très vite après avoir chanté l'Internationale.

Correspondant VESOUL

● Grenoble

La moitié environ des 5 000 travailleurs qui ont défilé à Grenoble ont manifesté ce 1^{er} mai sous les banderoles de la CGT. L'autre moitié du cortège était composée des militants et des sympathisants de la CFDT, de la FEN, d'un cortège de travailleurs immigrés et de l'extrême gauche.

On remarquait les banderoles de Lustucru, les fonctionnaires, les PTT, les pompiers, les hôpitaux, les ouvrières de Lou en lutte depuis plusieurs mois, le bâtiment, Artaud, Record, la Construction Bois etc. On remarquait également un groupe de manifestants chiliens et antillais. Ce sont les cortèges des travailleurs immigrés, qui s'est gonflé en cours de route et celui de l'UOP qui faisaient preuve de plus de dynamisme. Ce dernier scandait notamment : « *Comme à Longwy, chômage ras le bol* » et d'autres mots d'ordre de soutien à la lutte des sidérurgistes. Ces deux regroupements tranchaient pas mal avec le reste de la manifestation...

● Pau

Pau a connu cette année une participation importante pour la manifestation du 1^{er} mai. Plus de cinq cents manifestants ont défilé. On pouvait observer dans le cortège plusieurs pôles combatifs notamment les métaux, les grévistes d'Aquitaine et Chimie, du Crédit agricole, l'hôpital général... Dans la rue, en tête de cortège, les mots d'ordre ont fusé pour les 35 heures, sur les revendications pour l'unité Français-Immigrés, pour les libertés. On notait avant le départ de la manifestation un changement dans les prises de paroles habituelles : pas de discours généraux des permanents des UD mais une déclaration syndicale commune faisant référence aux luttes en cours, la déclaration d'un ancien combattant en faveur de la célébration du 8 mai ainsi que celle du comité de solidarité Français-immigrés. Au moment de se disperser, des travailleurs scandaient : ce n'est qu'un début, continuons le combat.

● Angers

Pour la première fois depuis plusieurs années, la CGT, la CFDT et la FEN appelaient à une fête pour le premier mai. Sur le millier de personnes présentes combien étaient venus pour les artistes à l'affiche ? Nombreux étaient ceux qui déploieraient le peu d'enthousiasme qui se dégageait de cette journée. Les principaux stands étaient réservés à la buvette et à la restauration tandis que la presse syndicale n'occupait qu'une maigre place. Mais quelles perspectives de luttes ?

Pourtant dans un coin de la place, les militants du PCRml et du PCML regroupaient autour d'eux des travailleurs actifs, des chômeurs, des jeunes...

Les panneaux et le montage audio-visuel sur Longwy ont permis de mener des débats fructueux et intéressants sur l'enjeu de la période qui précède les congés.

Le comité de chômeurs d'Angers est venu demander s'il pourrait utiliser le montage diapo sur Longwy pour le projeter à l'ANPE et dans les quartiers populaires...

Les révolutionnaires ont ainsi fait la preuve que la volonté de lutter existait quoi qu'en disent certains.

Correspondant ANGERS

● Lyon

2 à 3 000 personnes se sont retrouvées mardi pour la manifestation du 1^{er} mai à Lyon. Contrairement à d'autres, elle a montré une bonne composante CFDT. Parmi les mots d'ordre les plus repris : « *Dans le département, 40 000 chômeurs demandent depuis longtemps du travail et du salaire* », et « *35 heures sans perte de salaire* ». On notait la présence des comités de chômeurs CFDT, d'un bon cortège de travailleurs immigrés, de Chiliens et de latino-américains.

Correspondant LYON

«Il est d'une clarté aveuglante que l'URSS mène une politique impérialiste».

Nous publions aujourd'hui la suite de l'interview que Jean Kehayan nous a accordée. Après avoir abordé la situation interne au PCF à la veille de son 23^e congrès, Jean Kehayan parle aujourd'hui d'un problème qui lui est particulièrement sensible, celui de l'URSS. On sait que son livre, *Rue du prolétaire rouge*, est considéré par les très nombreux militants du PCF comme une réponse à la thèse officielle du PCF, selon laquelle le bilan de l'URSS est «globalement positif».

— Quelle est pour toi la place du «bilan globalement positif des pays socialistes» dans la cohésion du PCF ?

— La seule réponse que je peux apporter c'est que au moment où j'avais besoin de m'exprimer sur le problème des pays de l'Est, je l'ai fait en dehors de la presse du parti, tout simplement parce qu'elle ne m'était pas ouverte pour le faire. Nina et moi avons envoyé une contribution à *l'Humanité* portant précisément sur la notion de bilan globalement positif ; tant que les tribunes ne sont pas fermées j'ai bon espoir qu'elle finira par paraître*. Je peux simplement dire que pour moi la notion de bilan est subjective et que sur des problèmes humains et économiques, on ne peut pas avoir de notion subjective. Pour moi, c'est une démarche antimarxiste que de prendre une tranche de 60 ans d'expériences dans un pays et de l'absoudre complètement ; un bilan ça finit par un équilibre et je crois que c'est une notion qui ne s'applique pas du tout à la marche des sociétés. Cette question nous semble le nœud du problème, de nos avancées et de nos reculs, elle a une place décisive et la façon dont le 23^e congrès peut trancher là-dessus aura des conséquences décisives. Pour nous la formule s'apparente plus à une formule marketing qu'à une véritable compréhension des problèmes, une véritable analyse politique de ce qu'est l'Union soviétique quand on sait la complexité des problèmes.

— Depuis la parution de *Rue du prolétaire rouge*, comment estimes-tu l'évolution de la politique internationale de l'URSS, est-ce que ça t'a conforté dans l'idée que c'est une politique impérialiste ?

— Je crois qu'on ne peut pas placer les choses sur une perspective de 6 mois. C'est inimaginable que quand on écrit quelque chose ou qu'on porte une appréciation, on se dise qu'elle va être démentie dans 6 mois. Dans notre livre il y a ce qui est dit et ce qui n'est pas dit : toute une série d'hypothèses sur lesquelles nous n'avons ni certitudes ni preuves pour nous avancer. On aurait pu très bien tomber dans la victoire éditoriale de dire «une guerre avec la Chine est inéluctable». Dans le manuscrit on a volontairement supprimé la partie dans laquelle on disait qu'à terme il y aurait de nouveaux incidents, mais ça c'est de la politologie qui ne nous intéresse pas. Je crois que tout ce que nous disons, la politique soviétique en Erythrée, ce qui s'est passé avec les Mig syriens contre les camps palestiniens, etc... aujourd'hui il est d'une clarté aveuglante que sur un certain nombre de domaines de politique étrangère l'URSS mène une politique impérialiste. Sur l'Erythrée les choses sont très claires.



Marché de culture libre des kholkoziens

— Tu dis que les dirigeants soviétiques ne peuvent que s'enfoncer dans leur crise s'ils n'engagent pas une démocratisation : crois-tu que c'est possible ? Et n'y a-t-il pas cohérence entre la politique intérieure et extérieure, pour ce qui est des intérêts de ce que tu appelles la caste dirigeante ?

— Peut-être parce que je ne suis pas historien, je crois que tant qu'il y a des peuples, des masses en mouvement, tous les espoirs sont permis. Lorsque nous disons que le processus de démocratisation est inéluctable, non seulement nous formulons un vœu mais nous arrivons difficilement à imaginer que les sociétés puissent faire marche arrière. Donc il y a cette contradiction pour les dirigeants soviétiques ; pour eux pérenniser leur pouvoir est une réalité que personne ne peut nier. On ne me fera pas croire que le fils de Brejnev a été nommé vice-ministre parce qu'il avait toutes les qualités, c'est parce qu'il était le fils de Brejnev, ça c'est clair et c'est un exemple, mais c'est une réalité qui touche tous les cadres un peu supérieurs du parti. On ne dira jamais que l'école soviétique de formation des diplomates ne comprend pas des fils de la classe ouvrière mais à 98 % des fils de diplomates. Sauf quelques cas qui sont des alibis, il faut aussi concevoir qu'après la Révolution d'Octobre, même ces fils de dirigeants sont des fils de prolétaires de la 2^e ou 3^e génération, ce qui ne les a pas empêchés de prendre le pli de la nouvelle classe dirigeante et de devenir d'une certaine manière des exploités. Cela étant, seules

les masses peuvent imposer la démocratisation car tout pouvoir pour continuer à intéresser à pérenniser ses structures. Je crois que les dirigeants soviétiques ont en tête le traumatisme qu'a pu représenter la période de déstalinisation : un homme comme Krouchtchev a voulu mettre les pieds dans le plat et il a été démis parce qu'avec Staline ce n'était pas Staline tout seul qui partait mais il y avait derrière tous ceux qui l'avaient suivi. Qui aujourd'hui en URSS a envie que les choses changent dans ce domaine ? En tous cas pas ceux qui sont au pouvoir. Dans la mesure où on a défini une politique extérieure comme impérialiste il est difficile d'imaginer que sur le plan intérieur il puisse y avoir démocratie.

— Quelles sont pour toi les perspectives de la lutte à l'intérieur de l'URSS, en particulier le mouvement des dissidents, celui des syndicalistes libres et celui des nationalités ?

— Je prendrai en premier le syndicalisme libre parce que je crois que c'est un fait nouveau et qui appartient à la classe ouvrière, celle qui légitime le pouvoir en URSS. Il faut se représenter le courage des travailleurs soviétiques de dire : on va se constituer en syndicat libre qui n'obéisse pas aux lois du parti, du plan, etc... A mon avis c'est le fait le plus important et le plus positif parce qu'alors les mesures d'intimidation sont considérables pour empêcher les travailleurs de faire ça. Intimidation ça passe par la perte de son emploi, de son logement, de la possibilité d'envoyer ses enfants

à l'université ; c'est vraiment formidable.

La dissidence, elle, a maintenant suffisamment de moyens d'être connue, elle édite, elle écrit, elle publie. Le problème c'est qu'il y a beaucoup de dissidences, très disparates, et qu'elles ne s'expriment plus profondément que quand elles sont à l'extérieur. Ce qui est sûr aussi c'est qu'à un moment donné on pouvait imaginer que les gens qui partaient ou étaient expulsés c'étaient des gens qui perdaient tout contact avec l'URSS et que c'étaient des problèmes résolus pour l'Etat soviétique.

Or ces derniers temps les contacts avec les dissidents nous ont montré qu'un des grands combats qu'ils mènent à l'extérieur c'est de continuer la lutte pour ceux qui sont à l'intérieur, avec tout un système de communications...

Pour ce qui est de la lutte des nationalités elle est infiniment complexe parce qu'elle est différente suivant chacune des nationalités. Il est bien évident que ce n'est pas très rassurant de voir 3 Arméniens fusillés sous le prétexte d'avoir fait l'attentat du métro de Moscou alors qu'en fait c'étaient des militants nationalistes notoires. Le problème des nationalismes, dans les républiques baltes que le sentiment national est beaucoup plus développé ; là on laisse courir le plus possible parce qu'on sait que c'est une vraie poudrière. Autant les pays musulmans, l'Arménie, ... étaient d'une certaine manière des pays sous-développés et ont connu une certaine avancée grâce au soviétisme, autant dans les républiques baltes qui ne sont soviétiques que depuis la guerre,

le souvenir est encore vivant de républiques bourgeoises ou fascistes. Ceci laisse le goût d'un niveau de vie, si on ne s'en tient qu'à ça et d'un air de liberté à cette époque, bien que ce soit tout à fait factice. On ne détruit pas du jour au lendemain ce qu'a pu être le passé de ces pays : il y a 35 ans l'avenue principale de Riga s'appelait Adolf Hitler !

— Les Jeux Olympiques de Moscou en 1980 vont avoir une grande importance pour le prestige de l'Union soviétique et des dissidents et certains appellent à un mouvement pour leur boycott. Qu'en penses-tu ?

— Je ne sais si ça a été bien perçu mais nous nourrissons un amour assez fou pour les peuples soviétiques et le peuple russe en particulier, parce qu'il a souffert, parce que c'est le premier peuple ayant fait une révolution socialiste. Je crois que la mythologie d'Octobre 1917 reste entière et ce peuple reste porteur de cette histoire, même si les interprétations peuvent être différentes. Nous, en tant que communistes occidentaux le fait de vivre en URSS a été tout à fait révélateur. Je ne me fais aucune illusion sur les voyages d'Intourist qui ne permettent de voir que ce que les autorités soviétiques veulent bien laisser voir. Mais je continue à penser qu'un boycott serait une mauvaise chose tout simplement parce qu'au-delà de l'auréole que ça va rapporter à ses dirigeants, je crois que par une circulation d'hommes, d'idées, des possibilités d'échanges, les jeux olympiques vont apporter quelque chose. Il ne faut pas oublier qu'il n'y aura que 100 000 visiteurs, alors que depuis 20 ans il y a un million et demi de touristes chaque année, le système est parfaitement rodé.

En tant qu'Occidentaux le problème du boycott nous dépasse un peu parce que nous n'avons pas réussi à imposer celui de l'Argentine qui est notoirement un pays fasciste. J'avoue cependant qu'un récent contact avec V. Boukovsky me donne à réfléchir sur l'idée que pour que Moscou soit bien propre en 1980 les camps risquent de se peupler largement d'ici là, parce qu'on voudra investir sur l'image de marque de l'Union soviétique et que ça représente pour des milliers et des milliers de Soviétiques d'être déportés, emmenés en camps, pour qu'ils ne puissent pas être à Moscou à ce moment-là. Je reconnais avoir besoin de compléments d'information pour prendre position sur un problème aussi complexe sous forme de pour ou contre.

FIN

* Depuis cette interview, les tribunes de discussions se sont terminées dans la presse du PCF et la contribution de Kehayan n'a pas été publiée...

Les accords économiques signés par Giscard et Brejnev fixent le cadre général des relations économiques entre l'URSS et la France. Leur application sera suivie dans le cadre de la grande commission franco-soviétique qui se réunit une fois par an : dans le passé, l'évolution des relations économiques franco-soviétiques a connu des variations, en fonction de la bonne ou de la mauvaise volonté du gouvernement français à accepter les conditions dictées par Brejnev, en fonction aussi des hauts et des bas des relations politiques. Car, pour l'URSS, la «coopération économique» est un moyen privilégié d'exercer des pressions politiques sur la France et les autres pays européens.

DES ACCORDS A LONG TERME

Du point de vue économique, le communiqué commun prévoit «la participation d'entreprises françaises à la construction en URSS de complexes industriels dans les domaines de la métallurgie, y compris la construction d'un complexe d'aluminium sur la base de la compensation, de la construction automobile, de la chimie, de la pétrochimie, de l'électronique, y compris les équipements informatiques et de calcul, ainsi qu'à la mise en valeur des ressources naturelles en Union soviétique».

Cette énumération est reprise dans un «programme à long terme de développement de la coopération» pour la période 1980 - 1990. Un accord pour la période 1980 - 1985 donne un cadre juridique aux relations franco-soviétiques en tenant compte de l'appartenance de la France à la CEE. Le texte prévoit que les deux gouvernements «faciliteront respectivement la création en France de sociétés mixtes franco-soviétiques et l'accréditation en URSS de sociétés françaises».

Plus précisément, un accord quinquennal portant sur l'informatique et l'électronique a été signé ainsi qu'un accord sur l'étude des océans.

Il s'agit dans une large mesure de la poursuite de relations dans les secteurs où la coopération s'est développée ces dernières années : fourniture de technologie et d'usines clés en main par la France en échange de matières premières soviétiques. C'est dans le domaine des ordinateurs qu'il semble y avoir du nouveau, ainsi que dans celui de l'exploitation des océans, où l'URSS a de grandes ambi-

tions et peut s'appuyer sur la technologie française pour tenter de combler son retard sur les USA.

VODKA, CAVIAR, GAZ NATUREL...

Bon nombre des contrats passés avec l'URSS sont payés par le mécanisme des «accords compensatoires» : les équipements achetés par la France sont payés en matières premières. C'est ainsi que, pendant plusieurs années, Renault a dû accepter que des commandes lui soient payées en pétrole, en vodka et en caviar. Les installations d'Orenbourg effectuées par Vallourec et Creusot-Loire doivent être remboursées en gaz naturel.

Par ce type d'accord, l'URSS pénètre économiquement le marché français. Avec environ 13 % du marché de la machine-outil, le marché soviétique occupe une place de choix dans un secteur vital de l'industrie d'exportation. A l'inverse, en faisant acheter à la France du gaz naturel et du pétrole, le social-impérialisme crée un courant d'échanges dans ce domaine et se donne des moyens de pression non négligeables. Rappelons d'ailleurs qu'aux législatives de mars 78, le PCF donnait comme solution à la crise de l'énergie le développement des achats de gaz naturel à l'URSS !

Autre forme de «coopération» et de pénétration soviétique dans l'économie française, les sociétés soviétiques implantées en France et les sociétés mixtes. Ainsi l'usine Slava de Besançon fabrique des montres russes avec des capitaux russes et un patron français. La société mixte Aktiv Auto commercialise des véhicules et des

Après la visite de Giscard en URSS DES LIENS ECONOMIQUES QUI ENCHAÎNENT



Giscard remet à Brejnev les documents qu'il vient de signer au Kremlin

engins, en particulier des tracteurs soviétiques, la France étant le premier client occidental de l'URSS dans ce domaine.

Dans d'autres cas, l'URSS exige de la France comme d'autres pays européens des crédits pour financer les contrats signés. C'est ainsi qu'en 1976, Giscard avait signé un protocole financier de 12,5 milliards de francs de crédit.

LE CHANTAGE

Les «difficultés» rencontrées du fait de l'URSS notamment en 1978 semblent venir des tensions politiques et de la volonté de Giscard de résister aux conditions fixées par l'URSS pour le financement des contrats. La dernière grande commission franco-soviétique avait constaté un retard certain : de 7 milliards de contrats, on était tombé à 2 milliards en 1977, et la situation ne s'améliorait pas en 1978. A cette occasion, Kirilline, co-président soviétique de la commission, avait précisé que l'URSS était décidée à imposer ses conditions, puisqu'elle a le choix entre la France et d'autres pays européens. Faisant état de «l'accroissement de la concurrence sur le marché mondial», il avait déclaré «à conditions égales, nous faisons le maximum d'efforts pour accorder la préférence à la France. Si les firmes françaises ne sont pas en mesure de faire des offres comparables à celles des autres pays, nous ne pouvons qu'accueillir les choses avec regret». Le social-impérialisme compte donc sur la crise pour accentuer ses pressions sur chaque pays européen en jouant sur leur concurrence dans les relations économiques avec l'URSS. Par exemple, la question des ventes d'armes à la

Chine risque de peser lourd dans les négociations franco-soviétiques à venir.

Après deux années de ralentissement, les échanges commerciaux ont, selon Giscard lui-même, connu «un très net redressement» dans les derniers mois de 1978 et les premiers de 1979. Ainsi l'ob-

jectif de tripler ces échanges de 1974 à 1979. A quelles conditions ce redressement a-t-il été obtenu ? C'est le genre de choses qu'on ne crie pas sur les toits. Mais Brejnev a déclaré que «les perspectives de coopération étaient devenues plus claires et plus confiantes».

LE FINANCEMENT DE L'EFFORT DE GUERRE

L'impérialisme français en développant, dans un rapport défavorable, ses relations économiques avec l'URSS est contraint de le faire aux conditions dictées par Brejnev, y compris en cédant à ses pressions politiques sur certains points. Mais en fournissant, le plus souvent à crédit, la technologie qui manque à l'économie soviétique de plus en plus axée sur l'effort de guerre, Giscard soutient et finance indirectement les préparatifs de guerre du social-impérialisme. Alors que la «coopération» est présentée comme un élément de la «détente», elle permet au contraire à l'URSS de développer sa pénétration économique et ses moyens de pression dans les pays européens. Cette «coopération» renforce la puissance économique et militaire qui menace directement les peuples européens.

J.P.C.

QUELQUES REACTIONS AU VOYAGE DE GISCARD A MOSCOU

Le Figaro, sous la plume de Serge Maffert, défend l'idée de détente par cet argument : «On a suffisamment dit, et à juste titre, qu'il était absurde d'enfermer la Chine dans un ghetto pour vouloir en faire autant avec l'Union soviétique. Il faut certes déplorer — puisqu'il s'agit en grande partie de cela — les restrictions des libertés individuelles en URSS et de nombreux aspects choquants de l'univers soviétique. Mais d'autre part, il serait inconséquent de ne pas tenir compte des intérêts fondamentaux de la France, de la coopération internationale et de la paix». Même si l'éditorialiste du Figaro admet que «la France (...) doit défendre avec vigilance et fermeté sa sécurité», il en conclut cependant qu'un processus de détente «apparemment irréversible est en tout cas engagé, et, s'il doit être long, il a été dans l'ensemble positif. Il faut y veiller sans cesse, en pensant que la paix du monde est au bout du chemin».

Le Matin note que la France est confirmée dans son rôle de «partenaire

privé du Kremlin». Il note que «du côté français, on avait pris toutes les précautions pour éviter une réaction ombrageuse des Russes. Giscard ne s'est pas aventuré, que l'on sache, sur le terrain de la défense des droits de l'homme». Le Matin fait remarquer que l'échange entre dissidents et espions s'est produit pendant la visite de Giscard et que «la nouvelle, toute étrangère qu'elle fût aux entretiens qui étaient en train de s'achever au Kremlin, a dû embarrasser Giscard. Son caractère spectaculaire était inévitablement de l'importance aux commentateurs que le président de la République s'apprêtait à faire sur les études de sa visite».

Pour l'Humanité, «le document principal, signé samedi par les deux chefs d'Etat (à un titre un peu insolite : «Programme de développement de la coopération entre la France et l'Union soviétique dans l'intérêt de la détente et de la paix»). Mais il ne faut pas prendre le mot «programme» au sens plein et concret du terme, malheureusement. Il s'agit moins

de mesures prises que d'orientations générales d'idées et d'intentions. Il appartiendra à l'opinion publique de notre pays de faire pression pour que les bonnes intentions ne restent pas lettre morte».

Verrons-nous, L'Humanité, au cas où le programme Giscard-Brejnev ne serait pas appliqué, tenter de mobiliser pour expliquer qu'un des deux partenaires a viré à droite ?

Enfin, l'organe du PCF entonne évidemment les sirènes de la détente, pour suggérer à Giscard de désarmer encore. A propos de la «diminution de la concentration des armements en Europe et leur réduction», évoquées dans le document final, l'Humanité incite à ce que «cette dernière idée (soit) poursuivie jusqu'au bout (...)». On pourrait concevoir une initiative intéressante, prise simultanément par la France et l'Union soviétique qui, s'adressant aux trente-trois pays d'Europe ainsi qu'aux Etats-Unis et au Canada (...) les inviterait à préparer une nouvelle conférence paneuropéenne. On n'en est pas là, malheureusement.»

**téléphonez
au
quotidien
636 73 76**



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

En bref... En bref...

● Le 1^{er} mai
dans le monde

Téhéran : deux manifestations ont rassemblé chacune plusieurs dizaines de milliers de participants : l'une était organisée par les partis et organisations islamiques, l'autre par les syndicats ouvriers, les comités de chômeurs et l'extrême-gauche. Le même jour, l'ayatollah Moteheri a été assassiné. Le groupe qui a revendiqué cette action, affirme que Moteheri était le président des tribunaux islamiques.

Ankara : dans la capitale turque et dans d'autres villes du pays des manifestations ont eu lieu malgré les interdictions. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées. Un étudiant a été blessé par la police.

Moscou : pour la première fois depuis dix ans, l'armée a participé au défilé sur la Place Rouge.

Santiago : des manifestations se sont tenues dans la capitale chilienne malgré la répression. La police a fait plusieurs blessés et a arrêté 200 personnes.

CHILLY-MAZARIN

Le «soutien»
de la municipalité
PS aux résidents
SONACOTRA

Si, dès le procès du 7 avril en référé à Evry, la municipalité était présente comme elle le fut dès le début de la mobilisation contre les expulsions, de même que dans la manifestation du 28 avril à Longjumeau, peut-elle pour autant se poser comme soutien aux résidents du foyer Sonacotra de sa bonne ville de Chilly-Mazarin ? Que cachent donc ces placards informant du conseil municipal extraordinaire au foyer le lundi 30 avril ?

Dans un souci humanitaire et démocratique, le conseil est venu présenter son aide. S'appuyant sur certaines démarches de résidents, elle propose d'appuyer les négociations et vient avec une motion toute prête. Elle propose un délai de 18 mois pour régler les arriérés avec la possibilité sur ces bases «saines» de veiller à la bonne marche du foyer et des conditions de vie.

En fait des absences sont à remarquer dans ces propositions : on ne parle pas du gérant particulièrement offensif pour que règne l'ordre à Chilly, quand ce gérant affirme sa générosité en expliquant que ces réunions lui coûtent cher en électricité. Sa solidarité avec les résidents passe par le fait que puisqu'il se dit payé sur la base de ce que versent les résidents, leurs intérêts sont les mêmes ! On ne parle pas du contrat d'un mois renouvelable que propose une des commissions gouvernementales dont la bonne volonté en faveur de la Sonacotra ne fait pas de doute. Par contre on n'oublie pas de préciser que monsieur Stoléru prend en charge la moitié de la prétendue dette des résidents. La conciliation vue par le PS, c'est l'appui aux résidents qui ne luttent pas et à ceux à qui

l'Amicale des Algériens a fait peur. La municipalité a organisé la négociation foyer par foyer, obtenu que le foyer ne ferme pas tout de suite, en n'envoyant pas avant le 1^{er} mai, date normale de l'expulsion, les lettres de notification, en appuyant la contre-proposition de certains résidents qui ne pouvaient pas verser 2 000 F avant le 4 mai.

Pourtant, des propositions ont été faites. La première étant que pour soutenir les travailleurs en lutte, il faut soutenir l'organisation qu'ils se donnent, le Comité de résidents et la coordination, sur une base précise : la plate-forme de la coordination. Les autres propositions : il est possible de réquisitionner même si ce ne peut être que provisoire aux yeux de la légalité préfectorale. Seulement, à cela deux conditions : prévoir le logement même si ce n'est que dans des conditions précaires et mobiliser largement la population.

Il ne s'agit pas de rejeter les comités de soutien comme le fait le PS. La question c'est d'avancer vers le rassemblement de ces forces en permettant aux résidents de n'être pas à la rue si les forces dites de l'ordre interviennent. Réquisition ou logement provisoire ? Prévoyons donc les deux et rassemblons largement et sans discrimination. Et des forces, qu'elles soient humanitaires, antiracistes, catholiques, politiques ou syndicales, il y en avait le 28 avril à Longjumeau. Cela concerne aussi les foyers d'immigrés et ils se sont mobilisés, ils sont organisés dans la coordination des comités de résidents. Un millier de résidents mobilisés sur l'Essonne, ce n'est pas rien.

Corr. CHILLY-MAZARIN

INFORMATIONS GENERALES

Une nouvelle marée noire en Bretagne

«ON S'Y ATTENDAIT
MAIS NOUS NE SERONS
JAMAIS FATALISTES»

De notre correspondant Jean-Jacques KERFISSIEN

4 h 10 du matin. Deux pétroliers se heurtent à 70 kilomètres de Ouessant. L'un coulera presque tout de suite, avec dans ses soutes 42 000 tonnes de pétrole. Les 1 600 tonnes de son carburant s'étaient immédiatement sur les flots.

Qui est étonné ? Personne. Sauf un Breton, Marc Becam, «Monsieur Pollution», celui qui après avoir réparti le pétrole du *Boehlen* n'importe où, polluant

ainsi 200 puits alentour, dirigea superbement le plan Polmar de mars 1978. Quand on lui annonça la nouvelle, il trouvait cela «incroyable».

Le comité anti-marée noire, lui, ne s'est jamais fait d'illusion. Dans un tract distribué le mois dernier, il avait dénoncé les carences des autorités en matière de prévention comme en matière de nettoyage.

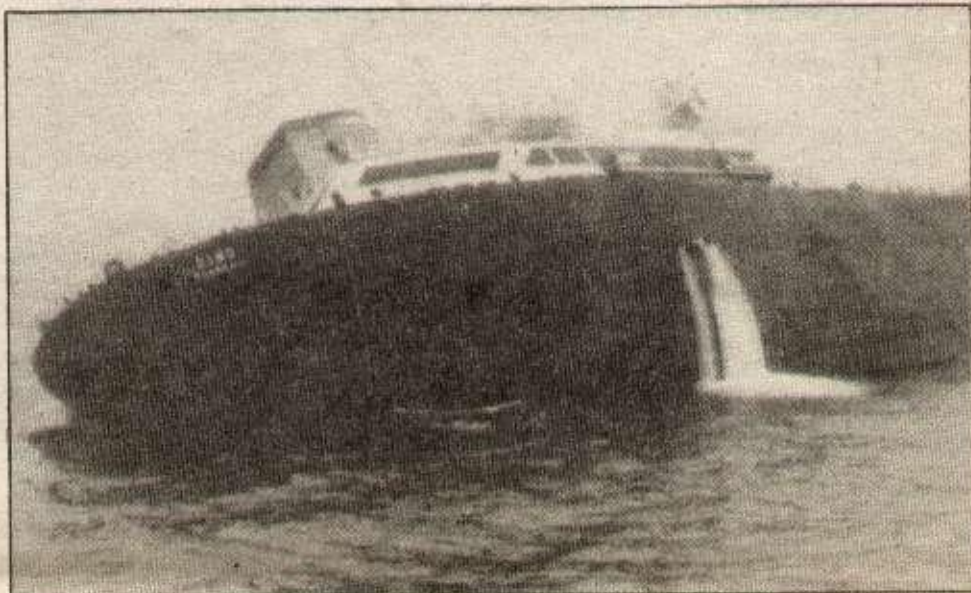
L'affaire du *Sea Valiant* montra à quel point les services gouvernementaux étaient non seulement démunis du strict minimum, navires démazouteurs, remorqueurs, en nombre et puissance insuffisant, mais aussi complètement inconscients puisque ce n'est qu'à pied d'œuvre qu'ils remarquèrent l'absence de joint indispensable au transvasement, alors qu'ils avaient eu une vingtaine de jours pour y penser (QdP du 25 mars).

Aujourd'hui ils avouent encore la même imprévoyance. Puisque ce n'est seulement que 18 heures après l'accident que Monsieur Jourdan, préfet du Finistère et responsable du plan Polmar-terre, réunit ses acolytes à une réunion dont il déclara qu'elle servait à «dresser l'inventaire de nos moyens, comme les barrages par exemple, afin d'être prêts à agir dans les meilleurs délais et le plus efficacement possible».

Un tel propos ne nous étonne guère, puisque, lorsque en fin février nous interrogeons les ingénieurs du CEDRE (Centre d'Etude et de Recherche) sur le nouveau plan Polmar dont ils sont chargés d'étudier le matériel, ils éludèrent le problème, prétendant n'être pas au courant de tout, qu'il fallait s'adresser au préfet. Et lorsque nous leur parlons de démazoutage par petites unités équipées de chalands, pratiquant le chalutage des nappes en surface, ils ignoraient tout de l'avancement de ces projets. A la question de savoir si le plan Polmar 1979 était le même que les précédents, c'était l'embarras. La seule réponse fut : «Nous avons l'expérience en plus» ou «Nous avons des stocks de dispersants».

LES DISPERSANTS
SONT TOXIQUES

En effet, la seule chose dont soient capables les navires de la marine nationale, c'est l'épandage systématique de dispersants. Or chacun sait que ces dispersants sont toxiques et ajoutent donc à la pollution. Par ailleurs si le pétrole disparaît de la surface, il n'en reste pas moins toxique et sa bio-dégradation est perturbée du fait



qu'il n'a plus de contact avec l'air. La véritable raison de l'usage des dispersants est bel et bien de sauver les plages à touristes. La pêche, ils s'en foutent, ça rapporte moins et sa disparition n'a guère d'effet psychologique au niveau national. Quelle autre solution y avait-il ? Du fait de la mer calme, le ramassage pratiqué avec le système «sirène» par exemple était très praticable. Mais les crédits n'ont jamais existé pour le développer. Depuis plus d'un an il est toujours à l'état de prototype tout comme trois ou quatre autres projets analogues, à savoir le ramassage des nappes en surface.

Tout laisse à penser que la raison de cette carence tient moins au fait du coût : 50 millions l'unité (unité du plan Sirène) qu'à l'exigence d'y faire participer les marins pêcheurs dont les petits chalutiers sont indispensables. Un matelot-soldat ça coûte moins cher, c'est mieux contrôlé, et ça donne ainsi l'impression de servir à quelque chose. Et puis surtout toutes les informations sont ainsi strictement contrôlées.

AUCUN POMPAGE
N'EST PREVU

Qu'en est-il de ce pétrole ? Une chose est certaine, l'information étant strictement contrôlée par la préfecture maritime il est impossible de prédire quoi que ce soit. Les 42 000 tonnes de pétrole étant du «carbone black» plus den-

se que l'eau de mer, au fond de l'eau à 10 ou 11° il est presque solide. En tout état de cause, il est donc peu probable qu'il flotte ou qu'il s'étende beaucoup.

Mais ceci est l'information officielle, la même qui nous assurait que le pétrole du *Torrey Canyon* ne viendrait pas sur nos côtes à cause des courants, que jamais le pétrole du *Boehlen* ne s'échapperait parce qu'il était plus lourd que l'eau. Les deux polluèrent et les fonds marins et les côtes bretonnes. Par ailleurs une chose est certaine : le *Gino* s'éventrera certainement sur le fond. En effet, tous les pétroliers, lorsqu'ils sont chargés, se disloquent du fait de leur pression intérieure dès qu'ils reposent sur un fond. De plus, l'*Amoco-Cadiz* est aujourd'hui en miette, disparu sous la seule pression des courants marins.

Le pompage est quasi impossible, ce pétrole nécessitant d'être chauffé à 50° pour être pompé. Pour le *Boehlen* lui aussi coulé, la plate-forme «Pélégan» perdit six plongeurs dans une opération qui dura six mois, et ceci avec un pétrole plus pratique à pomper, dans un navire de 9 000 tonnes seulement. La préfecture maritime affirme aujourd'hui qu'aucun pompage n'est prévu du fait du coût exorbitant des opérations. En réalité c'est surtout du fait qu'une telle somme ne serait jamais réclamée aux responsables. Tout d'abord, l'accident est survenu hors des eaux territoriales et de

plus, le propriétaire du navire est libérien, celui de la cargaison américain, l'affrètement est italien, le navire éponyme norvégien et la victime la Bretagne. Avec un tel imbroglio, nos gouvernants n'auront guère de mal à se réfugier derrière des «impossibilités de désigner le vrai responsable».

LES REACTIONS
DES BRETONS

Qu'en est-il de la réaction des Bretons ? Rien sans doute à espérer du côté des partis de gauche : le PCF comme le PS crieront au scandale et exigeront un débat à l'assemblée nationale. Bref, comme pour l'*Amoco-Cadiz*, les élus aux vœux pieux s'attacheront bien à freiner toute colère non contrôlée par eux.

Quant aux autres, ceux qui remettent en place les comités anti-marée noire, ils ont déjà tenté une occupation du réémetteur de télévision à Brest le soir même de la catastrophe. Une centaine se regroupèrent à la sortie d'un concert. Malheureusement les lourdes portes de fer ne cédèrent pas aux coups de masse et au bout d'une dizaine de minutes, avec la crainte d'une charge de police, tout le monde se dispersa. Une chose est certaine, les Bretons ne resteront pas les bras croisés, comme pour les précédentes marées noires, il n'y a pas de fatalisme, il y a le «profit d'abord» et seul un rapport de force suffisant en viendra à bout.

RHODESIE

«DES ELECTIONS SANS AUCUNE REGLE»

Justin Nyoka, journaliste en Rhodésie (Zimbabwe) a été le premier journaliste à se rendre d'août à décembre 1978 dans les zones libérées de la ZANU. Jeudi dernier, à l'initiative du Comité Zimbabwe, il a donné une conférence de presse à Paris. Nous publions aujourd'hui la partie de son

«Je ne dis pas que les élections auraient dû être démocratiques au sens où on l'entend en Occident. Mais je dis qu'il aurait dû y avoir quelques règles. D'abord, il n'y a aucune estimation sérieuse de la population du Zimbabwe : le dernier recensement date de 1969 ; et même ce dernier recensement n'était pas très sérieux, car ceux qui étaient chargés ne visitaient pas les villages reculés de la brousse.

Pour ces élections, on avait dit que tous ceux qui avaient plus de 18 ans avaient le droit de voter. Ce qui n'avait pas été dit, et que je dois préciser, c'est qu'au Zimbabwe, il n'y a pas d'état civil. Et, pour voter, il n'y avait pas besoin de produire des papiers d'identité. Donc, en fait, n'importe qui, de n'importe quel âge, pouvait voter. Vous avez pu voir, à la télévision, des jeunes de 13 ou 14 ans qui avaient peut-être voté.»

UN DEFICIT DE DEUX MILLIONS DE VOIX !

«M. Smith s'appuie sur le fait que les gens ont la mémoire courte. Au lendemain de l'accord de mars 1978, on prévoyait qu'il y aurait 4 800 000 électeurs. En décembre de l'année dernière, les chiffres sont tombés à 3.100.000. En janvier-février, on est arrivé à 2.800.000. Vous ne vous souvenez peut-être pas que Smith avait dit qu'il pourrait se satisfaire d'une participation électorale de 20%, parce qu'à ce moment-là, il se fondait sur le chiffre de 4.800.000. Quand on considère l'évolution de ces chiffres, on peut être sûr que tout a été programmé soigneusement avec l'objectif d'avoir plus de 60% de participation : la façon dont il a obtenu ce résultat n'a aucune importance.

A CHACUN SELON SES MERITES

«Voyons maintenant les résultats du vote : Muzorewa en a eu 51. Je pense qu'il aurait pu en obtenir 60, mais d'après le programme, il fallait qu'il en ait 51. Sithole en a eu 12, il aurait pu tout aussi bien en avoir 5, mais il fallait le regonfler un peu ! Il y a eu un homme dont on n'avait jamais entendu parler, un chef de tribu, auquel l'ordinateur a attribué 9 sièges.

Justin Nyoka a expliqué

qu'en revanche, le chef Chirau n'a obtenu aucune voix : «Chirau, qui était une création de Smith, a commencé à n'être plus sage ; il a commencé à prendre une ligne indépendante. Il a rencontré Owen à Londres, déclarant qu'il fallait une conférence de toutes les parties avec le Front Patriotique, avec Nkomo et Mugabe. C'est pour cela qu'il a été sanctionné.»

UNE CONSTITUTION RACISTE

Justin Nyoka a analysé la constitution du régime issu des élections avec 72 députés noirs et 28 députés blancs au Parlement.

«La Constitution, dont on parle très peu dans la presse occidentale, précise qu'il faudra 78 voix pour faire passer une loi importante. Ainsi, il y aura une Constitution qui assure le pouvoir à la minorité blanche. La justice, la police, l'administration seront dirigées par des blancs, tout cela pour une période qui sera au minimum de dix ans. Ainsi Muzorewa a les mains liées pour dix ans. Il ne peut pas remplir les promesses qu'il a faites au peuple. S'il ruait dans les brancards, s'il commençait à proposer des réformes au Parlement, il serait arrêté, et si ses partisans se révoltaient, l'armée de Smith

témoignage concernant les élections que le régime raciste a organisées le 20 avril. Les racistes prétendent avoir obtenu une participation de plus de 60%. Les élections donnent la «majorité» à l'évêque Muzorewa qui va devenir premier ministre. Justin Nyoka a analysé le déroulement de ces élections.

pourrait reprendre les choses en main.

Il y a un autre aspect des choses qu'on peut examiner, c'est que Muzorewa sera un premier ministre noir. Est-ce qu'il va autoriser des raids contre le Mozambique, la Zambie, le Botswana, l'Angola ? Les forces de sécurité vont-elles continuer à bombarder les villages à l'intérieur du Zimbabwe ? C'est Muzorewa qui va en assumer la responsabilité. En fait, on voit bien que ce n'est qu'une marionnette. Il a déjà commencé à commettre des crimes contre son propre peuple.

Ce qui va se passer maintenant, d'après ce que je sais, c'est que la guerre va s'intensifier. La ZANLA (l'armée populaire de la ZANU) a préparé le peuple pour une guerre prolongée

et, ce que je sais du peuple, c'est qu'il a soutenu la guerre depuis 1972, et qu'il est prêt pour une période encore plus longue. Ce n'est plus une question d'avoir le droit de son côté : on a la terre, on veut la garder. La situation va devenir de plus en plus complexe, car l'Afrique du Sud va intervenir pour soutenir Muzorewa... Celui-ci devra s'appuyer sur un régime honni du monde entier.»

En conclusion, Justin Nyoka estime que, malgré le soutien que les impérialismes occidentaux ne manqueront pas de lui apporter, Muzorewa est condamné. En poursuivant la guerre populaire, la ZANU va consolider le pouvoir dans les zones libérées qui représentent 85% du territoire.

● IRAN : LE PROJET DE CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE

A Téhéran, le journal Kayhan a publié plusieurs points de la future Constitution de la république islamique. Ce projet prévoit l'élection d'un président au suffrage universel. Ce président devrait être musulman chiite, ce qui exclut les minorités nationales. Toutes les lois votées par le Parlement devraient être conformes à l'Islam chiite. Toutes les organisations seraient autorisées à condition de ne pas enfreindre les lois de l'Islam. Un des articles interdit la censure et les écoutes téléphoniques, mais proscriit la «littérature subversive». Il n'est pas fait mention dans les articles publiés des droits des minorités nationales.

ERYTHREE

LE MOUVEMENT DE LIBERATION PREPARE UNE CONTRE-OFFENSIVE

Ces dernières semaines, on assiste à une stabilisation relative et provisoire de la situation en Erythrée. Les soviéto-éthiopiens ont cessé pour l'instant leurs violentes offensives mais ils poursuivent, quoique de façon beaucoup plus réduite, leurs bombardements par l'aviation et la marine soviétiques qui longe les côtes érythréennes de la mer Rouge. Les bombardements aériens, par exemple, qui restent quotidiens, semblent se limiter actuellement, le plus souvent, à deux ou trois sorties de Mig.

Les soviéto-éthiopiens, qui gardent le contrôle de la plupart des villes, sont

toujours encerclés, la campagne restant sous le contrôle des forces de libération du FPLE et du FLE, qui poursuivent leur processus d'unification. De même, les soviéto-éthiopiens, malgré les intenses pilonnages de leur artillerie, n'ont pas réussi à reprendre la ville de Nacfa, au cœur du Sahel, base arrière du FPLE. Là restent concentrées d'importantes forces combattantes érythréennes, tandis qu'une large partie de la population a été évacuée, à l'initiative du FPLE.

Le FPLE s'attend à de nouvelles offensives brutales de l'ennemi, car

l'URSS craint de s'enliser dans cette guerre, tandis que le moral des troupes éthiopiennes qui fournissent toujours le gros de l'effort de la guerre d'agression contre l'Erythrée, risque de s'user rapidement. Une situation qui s'éternise, alors qu'elles sont repliées dans les villes, encerclées, toujours coupées par la voie terrestre de leurs bases arrière d'Ethiopie, n'est pas propice à la combativité des troupes éthiopiennes. D'autant que celles-ci sont soumises à des attaques incessantes des forces de libération, qui préparent actuellement une grande contre-offensive.

LE 1^{er} MAI ET LA REVOLUTION ERYTHREENNE

(Extraits)

Dans un appel diffusé à l'occasion du 1^{er} mai, l'Association des travailleurs érythréens en Europe rappelle le rôle historique joué par la classe ouvrière érythréenne dans la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme. Elle affirme son rôle dans la lutte de libération aujourd'hui.

(...) Dans la révolution dirigée par le FPLE, le prolétariat est la force motrice et l'idéologie prolétarienne en est le principe. En solidifiant son alliance avec la paysannerie, force principale de la révolution, la classe ouvrière érythréenne est aujourd'hui au premier rang de la lutte contre le colonialisme éthiopien, l'impérialisme, et toute forme de réaction. La révolution érythréenne en tant que partie intégrante du mouvement révolutionnaire mondial a contribué au succès de la révolution mondiale, en infligeant des coups sévères à l'agression éthiopienne et à l'impérialisme.

L'Association dénonce le rôle de l'URSS et sa participation à la guerre menée par le DERG éthiopien contre le peuple érythréen.

(...) L'Union soviétique qui a soutenu la cause de l'indépendance de l'Erythrée, lorsque le problème fut discuté en 1950 à l'Assemblée générale des Nations Unies, essaie aujourd'hui furieusement d'étouffer la flamme révolutionnaire érythréenne. L'Union soviétique non seulement fournit des armements massifs et sophistiqués au DERG, mais aussi intervient directement et dirige actuellement l'offensive pour écraser notre juste lutte pour l'autodétermination et la justice sociale.

Elle apporte sans réserve un soutien militaire et politique au régime contre-révolutionnaire éthiopien. L'Union soviétique calomnie la révolution érythréenne avec des mensonges et des allégations sans fondement afin de justifier son soutien au régime fasciste (DERG). Sous le prétexte de «renforcer un régime anti-impérialiste» elle traite notre révolution d'un «mouvement réactionnaire au service de l'impérialisme». L'Union soviétique s'est enfoncée jusqu'au point de falsifier l'histoire et de nier l'attitude correcte qu'elle avait adoptée lors de l'Assemblée générale de l'UN en 1950, qui est un soutien inconditionnel à l'indépendance de l'Erythrée. (Voir Temps nouveaux n° 8, février 1979).

L'association des travailleurs érythréens en Europe lance un appel renouvelé au soutien de la lutte du peuple érythréen à l'occasion du 1^{er} mai.

(...) C'est le devoir de toutes les forces révolutionnaires de défier et de dénoncer la sainte-alliance de l'URSS et du régime militaire éthiopien. Toutes les forces révolutionnaires et démocratiques doivent dénoncer l'intervention soviétique au côté du régime éthiopien dans sa guerre de génocide contre le peuple érythréen. Toutes les organisations et les peuples démocratiques épris de paix doivent soutenir le peuple érythréen qui subit des sacrifices immenses pour son indépendance nationale et la justice sociale. Leur soutien matériel et politique est en ce moment plus nécessaire que jamais.

Les travailleurs érythréens et tout le peuple combattant d'Erythrée célèbrent le 1^{er} mai dans un esprit de lutte, de détermination, et d'héroïsme, jusqu'à la victoire finale. Les masses érythréennes sont déterminées à intensifier leur combat pour faire échouer les machinations menées contre leur juste lutte et à poursuivre la lutte de guerre populaire prolongée (...).

VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

En raison de la place que nous consacrons aux comptes rendus des différentes manifestations du 1^{er} mai, nous ne publierons pas cette semaine de page «Cadre de vie». Bien entendu, vous retrouverez cette rubrique la semaine prochaine.

LE 1^{er} MAI DANS LA SIDERURGIE

«L'Europe du travail», nouveau crédo giscardien

Pour le cinquantième anniversaire de la «Société des meilleurs ouvriers de France», célébré dans le cadre de la III^{ème} semaine européenne du travail manuel, Giscard d'Estaing a estimé nécessaire une «européenne du travail», ajoutant que «l'Europe du travail, c'est d'abord l'Europe de l'emploi». Les millions de chômeurs des pays européens se réjouiront certainement d'apprendre de la bouche de Giscard que la construction européenne est «la clé» du progrès social...

Nuit bleue à Paris

Sept bombes ont explosé à Paris dans la nuit de mardi à mercredi, entre minuit et une heure : une succursale de la Banque Rothschild (15^e), une annexe du ministère des Finances (9^e), un local d'EDF et deux commissariats de police (11^e), un garage (18^e), et une ANPE (à Boulogne Billancourt) ont subi de gros dégâts matériels. Ces attentats ont été revendiqués par une «coordination d'action révolutionnaire» inconnue jusqu'ici.

Longwy

SIEGE DU COMMISSARIAT CONTRE LA PRESENCE POLICIERE

Depuis plus d'une semaine que le commissariat de police de Longwy était transformé en véritable caserne de CRS, la colère montait contre cette présence policière. Elle a éclaté mardi 1^{er} mai. A l'initiative de syndicalistes CFDT, près de 200 sidérurgistes ont d'abord tenté, le matin, de s'opposer à l'arrivée de trois cars de CRS venant de Thionville comme à l'habitude relever leurs «collègues». Malgré tout, les cars purent rejoindre le commissariat qui fut alors bloqué à l'aide de pneus enflammés. Au bout de trois heures de siège, les CRS en tenue antiémeute sortirent en force et «dégagèrent» les rues adjacentes.

Les affrontements allaient durer tout l'après-midi : les manifestants — sidérurgistes, jeunes —, dont le nombre avait grossi, harcelaient les CRS, en faisant rouler sur le terrain en pente des pneus enflammés et des fûts de bière. Des cars de gardes mobiles arrivant en renfort étaient accueillis à coups de pavés et de boules. De leur côté, les CRS ripostaient par des charges brèves et des tirs de grenades lacrymogènes. Deux CRS et deux manifestants étaient blessés.

En fin d'après-midi, l'arrivée de 7 cars de CRS obligeait les manifestants à s'éloigner. Jusqu'à 20 h 30, de nombreuses

personnes restaient cependant aux alentours, plusieurs femmes criant leur colère aux CRS.

Pendant les affrontements, la CGT et la FEN avaient, quant à elles, tenu un meeting, non loin de là ; le matin, la radio de la CGT «Cœur d'Acier» avait demandé aux militants CGT de ne pas rejoindre les manifestants dans une action que L'Humanité de mercredi matin assimile à une «provocation» : «Profitant de la présence d'importantes forces de police, certains éléments de la CFDT, accompagnés d'individus inconnus dans la région ont tenté d'entraîner la population vers un coup de force».



A Solmer (Fos-sur-mer)

LA COMBATIVITE EST INTACTE

Lundi, en plein cœur du week-end du 1^{er} mai, les travailleurs de Solmer sont venus relativement nombreux à une assemblée générale convoquée par la CGT et la CFDT pour faire le point de la situation.

Après 25 jours de chômage technique pour certains, tels les pontiers de l'aciérie, il n'apparaît pas de démobilité ni de défaitisme devant l'intransigeance de la direction. La combativité reste intacte.

Le dernier mauvais coup de la direction a été l'engagement de procédures de licenciement contre 8 travailleurs dont trois délégués. La réunion du CE de jeudi devra se prononcer sur les licenciements de Bernard Claireau (CFDT) et Serge Dees (CGT). D'autre part la direction convoquait pour mercredi les organisations syndicales pour proposer un calendrier et des modalités de reprise du travail. On ne voit vraiment pas comment elle pourrait obtenir une quelconque caution de la CFDT et de la CGT alors même qu'elle n'entend pas discuter de la levée des sanctions ni satisfaire les revendications. Il paraît probable de toutes façons que plusieurs secteurs de l'usine ne reprendront pas dans ces conditions.

A l'issue de l'Assemblée générale lundi matin, trois cents sidérurgistes ont occupé le poste de péage de Salons-de-Provence sur l'autoroute Lyon-Marseille. Les usagers passaient gratuitement et la plupart soutenaient financièrement les sidérurgistes. 600 CRS étaient massés près de là. Ils ne sont pas intervenus,

à la veille du 1^{er} mai. C'est une action efficace, populaire et rentable à plus d'un titre.

Le 1^{er} mai en revanche a été terne dans les différentes villes de la région ; les sections syndicales avaient appelé les travailleurs à manifester dans leurs villes respectives. Cela a pesé dans la possibilité de construire un pôle offensif autour des sidérurgistes. A Martigues, ville de 50 000 habitants dont 1 000 travailleurs de Solmer, le cortège ne regroupait timidement que 500 personnes. A Port-de-Bouc, l'appareil CGT a voulu s'opposer à la participation des travailleurs CFDT de Solmer alors même que leur mot d'ordre était «unité avec la CGT». Pour se justifier, les militants de la CGT qui se sont prêtés à cette comédie ont avancé divers prétextes inconsistants notamment que la CFDT «n'avait pas d'UL à Port-de-Bouc» que «leur participation à la manifestation n'avait pas été prévue» ou encore que «la CFDT n'était pas représentative...».

Correspondant SOLMER-DE-FOS

A Denain

KRASUCKI MONOPOLISE LE MICRO

C'est quelque 2 000 à 3 000 personnes qui ont participé, à Denain, à la manifestation du 1^{er} mai, mardi après-midi. Manifestation qui s'est dissoute devant Usinor. Cette initiative, appelée par les UL-CGT et CFDT et les Unions régionales syndicales, n'a en fait vu la participation que de rares et maigres délégations de travailleurs extérieurs à la

Pour une manifestation régionale à laquelle les directions syndicales voulaient, paraît-il, donner une ampleur certaine, on ne peut pas dire que la mobilisation préalable fut intense : à Dunkerque, Lille ou ailleurs, les tracts distribués, les communiqués de presse publiés ont été pratiquement inexistantes.

Mais surtout, que signifiait donc de venir à un prétendu rassemblement unitaire des travailleurs en lutte des entreprises sidérurgiques du Nord (Denain et Dunkerque) quand on sait que le manque de perspectives, dû notamment à la CGT, vient jus-

tement d'obliger les hauts fourneaux de cette dernière usine à reprendre le travail ce dimanche ?

D'ailleurs, on aurait été bien en peine de trouver un quelconque mot d'ordre de lutte dans ceux que proposaient les dirigeants CGT d'Usinor fortement présents à la manifestation.

En fait de perspectives, c'est à un sectarisme de boutique incroyable qu'allait se livrer la section CGT : dès le départ, les responsables de la sono CGT passeront leur temps pendant plusieurs minutes à hurler dans le micro : «Union, action avec la

ville : citons celle de Peugeot (Lille), de Delattre, de Levillier entreprise valencienne de maintenance dont 200 travailleurs sur 600 (1980 en 1973) ont vu leurs horaires réduits à 24 heures depuis le mois de janvier. Mais, quoi d'étonnant à cette faible participation, y compris de la part des travailleurs d'Usinor Denain ?

CGT !», suivi d'un autre mot d'ordre qui sera d'ailleurs peu repris durant la manifestation : «CGT... Usinor vivra... CGT !». Le seul autre mot d'ordre proposé par la direction CGT sera «Non, non, non au plan Davignon, oui, oui à la sidérurgie» mot d'ordre qui allait d'ailleurs bizarrement se transformer... en son contraire, durant deux minutes, sans que les quelque vingt responsables CGT s'en aperçoivent, tant ils étaient occupés à couvrir les mots d'ordre du cortège cégétiste venant derrière. Le cortège CFDT d'ailleurs était plus combatif. A plusieurs re-

prises les travailleurs scandaient le mot d'ordre : «Longwy, Denain, Dunkerque solidarité». Ce mot d'ordre appelant à l'unité des travailleurs fut repris par des travailleurs CGT sous la forme «Roubaix, Denain, Tourcoing, Longwy tous unis».

Dix minutes après son départ, la manifestation, conduite par de hauts dirigeants CGT, notamment Krasucki, s'arrêtait — le seul arrêt d'ailleurs — devant la mairie PCF, qui, sans doute pour aider au caractère combatif de la manifestation, devait imposer la participation de la

fanfare municipale ; celle-ci, jouant de manière presque ininterrompue la marche du 151^e régiment d'infanterie, couvrait les mots d'ordre combatifs de cette manifestation ou l'internationale chantée au départ par exemple. Vingt minutes après son départ, la manifestation arrivait sur le terre-plein d'Usinor devant la porte Cavo, la porte principale, où allait se tenir le meeting consacré pour l'essentiel à une longue intervention de Krasucki.

Après avoir salué «le caractère unitaire» de la manifestation, il rappelait «que les luttes, c'est bien ce qui est à l'ordre du jour et qu'elles doivent grandir encore». Krasucki attaqua un discours qui se caractérisait par son absence de perspectives, par son sectarisme : «grâce à votre lutte, grâce à la CGT et aussi grâce au 23 mars,

vous avez contraint le patronat à un certain recul comme... la préretraite dont il est légitime que les travailleurs se saisissent».

Les préretraites, un recul selon Krasucki ! Alors que, véritables licenciements camouflés, elles sont surtout un moyen par lequel la direction d'Usinor-Denain entend faire passer son plan de restructuration et ce, tout particulièrement depuis 48 heures.

2 600 lettres viennent d'être envoyées en ce sens. Le représentant de la CFDT qui parla après lui n'offrit pas davantage de perspectives. Un certain nombre de travailleurs, y compris d'Usinor, n'attendirent pas la fin de ce discours de la CGT, complètement écorchés. Les syndiqués CFDT se réuniront cette semaine pour discuter d'un plan d'action à mettre en œuvre dans les prochaines semaines.

De notre envoyé spécial Richard FEUILLET